

REGARDS

RÉFORME DE L'ARMÉE

Pour quoi faire ?

Raymond Klein

La controverse autour de l'adaptation du volontariat occulte la vraie question : comment garantir que l'armée luxembourgeoise ne soit engagée dans des missions douteuses ?

« Ceci protège contre un tir direct au 7,62 », explique l'officier en montrant le blindage de la portière de son Humvee. « ... et ceci contre rien du tout. » Il ouvre la portière de l'autre véhicule, non blindé. Il se veut rassurant : « Jusqu'ici, on ne nous a jamais tiré dessus. » Quant à l'armement offensif des Humvee luxembourgeois, il s'agit de mitrailleuses lourdes de calibre 50. L'officier affirme qu'on n'a jamais eu besoin de les utiliser. « Nos missions consistent à apaiser, à dissuader. S'il nous faut tirer, nous avons en quelque sorte échoué. »

La visite de l'armée en manoeuvre, continue. Une douzaine de journalistes et une trentaine de militaires luxembourgeois et étrangers réembarquent dans les bus. Prochaine étape : l'unité de purification d'eau, dont c'est la première manoeuvre, et qui est installée près du Pont Misère. Fièrement, l'officier en charge présente l'installation. A partir d'une quelconque eau de surface, elle peut produire jusqu'à 40.000 litres d'eau potable par jour, emballés en sachets plastiques.

Telle qu'elle se présente lors de la manoeuvre « Active Weasel » de la mi-décembre, l'armée luxembourgeoise ressemble moins à une meute belliqueuse qu'à une firme privée, bien organisée et soucieuse d'une gestion

efficace. Cela est en parfait accord avec la volonté affichée de son ministre de tutelle Jean-Louis Schiltz, qui vient de faire adopter par la Chambre deux projets de loi relatifs à la modernisation de l'armée.

Double volontariat, double priorité

Pourtant tout n'est pas rose du côté des hommes et des femmes en kaki. Depuis quelques années, le gouvernement était à la recherche d'une solution pour mettre fin au « double volontariat ». En effet, le grand-duché possède une armée de volontaires. Jusqu'ici, pour chaque mission internationale, il fallait trouver des soldat-e-s volontaires une seconde fois pour partir au Kosovo ou à Kaboul. Le risque était qu'un jour le ministre s'engage de participer à une mission, mais que le commandant de l'armée ne trouve assez de volontaires. Pour remédier à cela, désormais un-e volontaire engagé-e devra se décider une fois pour toutes. Il ou elle choisit soit de garder les chaumières du Herrenberg, soit de faire partie des « unités de disponibilité opérationnelle » (UDO). Dans le second cas, la participation à toute mission internationale est obligatoire, comme elle l'est déjà pour les militaires de carrière. Ainsi, l'incertitude sur le nombre de soldat-e-s disponibles serait levée.

Afin d'honorer ce degré d'engagement supplémentaire, le ministre, la hiérarchie militaire et les associations professionnelles s'étaient mis

